



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des populations**

Service environnement et sous-produits animaux

ANGERS, le 5/12/2023

Cité Administrative
49047 ANGERS Cedex 01

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AVI-BIZ (EARL)

La Bisière
TORFOU
49660 SÈVREMOINE

Références : 2023_11_24a Rapport Inspection EARL AVI-BIZ

Code AIOT : 0054902253

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/11/2023 dans l'établissement AVI-BIZ (EARL) implanté La Bisière - TORFOU - 49660 SÈVREMOINE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Contrôle au titre des installations classées ciblé sur le respect des émissions d'ammoniac et sur les mesures de gestion quantitative de l'eau.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AVI-BIZ (EARL)
- La Bisière - TORFOU - 49660 SÈVREMOINE
- Code AIOT : 0054902253
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

Élevage de volailles de chair

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Émissions dues aux eaux résiduaires	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Lettre de suite préfectorale	3 mois
12	Surveillance des émissions et des paramètres de procédé	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Lettre de suite préfectorale	3 mois
13	Surveillance des émissions et des paramètres de procédé	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Lettre de suite préfectorale	3 mois
15	Implantation et distances	Arrêté Préfectoral du 30/09/2011, article 3-1	Lettre de suite préfectorale	3 mois
17	Contrôle et suivi du procédé de compostage	Arrêté Préfectoral du 30/09/2011, article 3-9	Lettre de suite préfectorale	2 mois
18	Utilisation du compost	Arrêté Préfectoral du 30/09/2011, article 3-10	Lettre de suite préfectorale	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
19	Gestion des flux et auto-contrôles	Arrêté Préfectoral du 30/09/2011, article 3-11	Lettre de suite préfectorale	2 mois
20	Réalisation de la déclaration d'accident ou de pollution accidentelle	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Intégration dans le paysage et propreté	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Sans objet
5	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17	Sans objet
7	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Sans objet
9	Utilisation rationnelle de l'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
11	Émissions résultant de l'ensemble du processus de production	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
14	Émissions d'ammoniac provenant des bâtiments d'hébergement de volailles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
16	Transformation des fumiers	Arrêté Préfectoral du 30/09/2011, article 3-8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Porter à la connaissance du Préfet de Maine-et-Loire, un dossier technique "loi sur l'eau" afin de régulariser les ouvrages de prélèvements d'eau ;
- Apporter les mesures correctives aux différentes non-conformités relevées sur la thématique compostage ;
- Apporter les mesures correctives aux différentes non-conformités relevées sur les ouvrages de prélèvements d'eau ;
- Apporter les mesures correctives aux différentes non-conformités relevées lors du contrôle des installations électriques ;
- Joindre les bilans réels simplifiés à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et de déchets pour l'année 2023 ;
- Collecter et stocker les eaux résiduaires des sas sanitaires en vue d'une valorisation agronomique ;
- Réaliser la déclaration d'accident ;
- Prendre les dispositions appropriées pour intégrer le bâtiment V3 dans le paysage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.
Constats : Le jour du contrôle, il a été constaté la réalisation d'un puits de surface localisé sur la parcelle cadastrale n° 0345 section 0B de la commune déléguée de TORFOU, non présent sur les plans joints à la demande d'autorisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Intégration dans le paysage et propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
Constats : Les abords de l'installation sont correctement entretenus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés : <ul style="list-style-type: none">- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment : <ul style="list-style-type: none">- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation. Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Constats : <ul style="list-style-type: none">- Depuis le dernier contrôle du 28/03/2018, il a été constaté la mise en place d'extincteurs portatifs et de consignes de sécurité dans les bâtiments et les annexes de l'installation. Le dernier contrôle a été réalisé par la société Loire Incendie Sécurité en juillet 2023. Je vous rappelle que les moyens de défense interne doivent être adaptés aux risques à défendre (extincteurs au dioxyde de carbone à proximité des armoires/locaux électriques, et extincteur à poudre polyvalente à proximité des stockages de fioul/gaz).- La défense externe contre l'incendie est assurée par un plan d'eau situé au sud de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie

Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a justifié le contrôle de ces installations électriques par la présentation du compte-rendu de contrôle réalisé en 2023 par la société APAVE. Je vous rappelle que les anomalies constatées lors de ce contrôle doivent faire l'objet d'une remise en conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17
Thème(s) : Élevage, Prélèvements et consommation d'eau
Prescription contrôlée : Les dispositions de la présente section s'appliquent aux activités d'élevage de l'installation, à l'exclusion de toute autre activité, notamment d'irrigation. Le prélèvement, lorsqu'il se situe dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L.211-2 du Code de l'environnement, est conforme aux mesures de répartition applicables. Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation. Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.
Constats : - L'alimentation en eau de l'installation est assurée exclusivement par des ouvrages de prélèvements d'eau. Le réseau d'eau public est présent sur l'exploitation en cas de besoin. - Lors de la déclaration GEREP pour l'année 2022, l'exploitant a déclaré un prélèvement total de 2 150 m ³ . Je vous rappelle que le prélèvement total doit prendre en compte en plus de l'abreuvement des animaux, l'ensemble des prélèvements issus des ouvrages (eaux de lavage, etc.).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
Thème(s) : Élevage, Prélèvements et consommation d'eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.
Constats : Les ouvrages de prélèvements d'eau localisés sur les parcelles cadastrales n° 0345, 0349 et 1326 section 0B de la commune déléguée de TORFOU, ne sont pas équipés de compteurs volumétriques. Dans ce sens, aucun relevé mensuel n'est réalisé afin de connaître la quantité d'eau totale prélevée annuellement et de prévenir les éventuelles fuites d'eau sur le réseau privé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
Thème(s) : Élevage, Prélèvements et consommation d'eau
Prescription contrôlée : En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L.214-3 du Code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L.214-18 du même code.
Constats : Le réseau public présent sur l'installation est actuellement complètement déconnecté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19
Thème(s) : Élevage, Prélèvements et consommation d'eau
Prescription contrôlée : Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du Code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé.
Constats : - Les forages localisés sur les parcelles cadastrales n° 0349 et 1326 section 0B de la commune déléguée de TORFOU, n'ont fait l'objet d'aucune déclaration au titre de la loi sur l'eau, ni au titre de l'article L.411.1 du Code minier. Je vous rappelle que toute création d'un forage destiné à un usage professionnel et d'une profondeur de plus de 10 mètres, doit faire l'objet d'une déclaration au titre de la loi sur l'eau et au titre du Code minier. - Le puits de surface localisé sur la parcelle cadastrale n° 0345 section 0B de la commune déléguée de TORFOU, n'a fait l'objet d'aucune déclaration IOTA au titre de la nomenclature loi sur l'eau. Je vous rappelle que toute création de puits destiné à un usage professionnel doit faire l'objet d'une déclaration au titre de la nomenclature IOTA (annexée à l'article R.214-1 du Code de l'environnement). - Le jour du contrôle, il a été constaté une protection insuffisante des têtes de l'ensemble des ouvrages de prélèvements d'eau. Je vous rappelle qu'un coffret de protection avec un couvercle amovible doit être mis en place pour isoler les ouvrages des pollutions superficielles (buse béton + couvercle avec accès), et qu'une margelle béton de 3 m ² au minimum (hauteur 0,3 m) doit être mise en place au pourtour de la tête de l'ouvrage pour permettre les écoulements vers l'extérieur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Utilisation rationnelle de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, Utilisation rationnelle de l'eau
Prescription contrôlée : Article 42 : ... L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés. Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15 février 2017 : MTD 5 : Afin d'utiliser l'eau de façon rationnelle, la MTD consiste à appliquer une combinaison des techniques ci-dessous : a- Tenir un registre de la consommation d'eau. b- Détecter et réparer les fuites. c- Utiliser des dispositifs de nettoyage à haute pression pour le nettoyage des hébergements et des équipements. d- Choisir des équipements appropriés (par exemple abreuvoirs à rétine, abreuvoirs siphoniques, bacs à

eau), spécifiquement adaptés à la catégorie animale considérée et garantissant l'accès à l'eau (ad libitum).
e- Vérifier et, si nécessaire, adapter régulièrement le réglage de l'équipement de distribution d'eau.
f- Réutiliser les eaux pluviales non polluées pour le nettoyage.
Constats : La combinaison des techniques validées dans le dossier de réexamen est respectée au regard de la MTD 5. Chaque poulailler est équipé d'un compteur volumétrique et l'enregistrement de la consommation est réalisé quotidiennement via les modules de contrôle. Le nettoyage des bâtiments est réalisé avec des dispositifs de nettoyage à haute pression et les abreuvoirs sont adaptés aux catégories d'animaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Émissions dues aux eaux résiduelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, Émissions dues aux eaux résiduelles
Prescription contrôlée : Réduction de la production des eaux résiduelles – MTD 6 a- Maintenir les surfaces souillées de la cour aussi réduite que possible. b- Limiter le plus possible l'utilisation d'eau. c- Séparer les eaux de pluie non contaminées des flux d'eaux résiduelles nécessitant un traitement. Réduction des rejets d'eaux résiduelles dans l'eau – MTD 7 a- Évacuer les eaux résiduelles dans un conteneur réservé à cet effet ou dans une fosse à lisier. b- Traiter les eaux résiduelles. c- Épandage des eaux résiduelles, par exemple au moyen d'un système d'irrigation tel qu'un dispositif d'aspersion, un pulvérisateur va-et-vient, une tonne à lisier, un injecteur ombilical.
Constats : La combinaison des techniques validées dans le dossier de réexamen n'est pas respectée au regard de la MTD 7. Ainsi, il a été constaté le jour du contrôle, l'absence de collecte et de stockage des eaux résiduelles issues des sas sanitaires. Celles-ci sont directement rejetées vers le milieu naturel. Je vous rappelle qu'au titre de la réglementation des installations classées, les eaux usées sont considérées comme des effluents d'élevage, et qu'à ce titre, elles doivent être collectées et stockées dans des ouvrages de stockage étanches en vue d'une valorisation agronomique. Une réflexion de votre part doit être engagée pour collecter et diriger ces effluents d'élevage vers un ouvrage de stockage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Émissions résultant de l'ensemble du processus de production

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, Émissions résultant de l'ensemble du processus de production
Prescription contrôlée : Article 42 : ... L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés. Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15 février 2017 : MTD 23 : Afin de réduire les émissions d'ammoniac du processus de production global de l'élevage de porcin (truies comprises) ou de l'élevage de volailles, la MTD consiste à estimer ou calculer la réduction globale des émissions d'ammoniac obtenue sur l'ensemble du processus de production, par l'application des MTD mises en œuvre dans l'installation d'élevage.
Constats : Le module de calcul volailles est bien présent dans la déclaration GERE 2022.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Surveillance des émissions et des paramètres de procédé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, Surveillance des émissions et des paramètres de procédé
Prescription contrôlée : Article 42 : ... L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés. Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15 février 2017 : MTD 24. La MTD consiste à surveiller, par une des techniques suivantes et au moins à la fréquence indiquée, l'azote total et le phosphore total excrétés dans les effluents d'élevage. a- Technique : Calcul, au moyen d'un bilan massique de l'azote et du phosphore basé sur la prise alimentaire, la teneur en protéines brutes du régime alimentaire, le phosphore total et les performances des animaux. Fréquence : Une fois par an, pour chaque catégorie d'animaux Applicabilité : Applicable d'une manière générale
Constats : Absence des bilans réels simplifiés dans la déclaration GERE 2022 permettant de vérifier le calcul des valeurs spécifiques renseignées dans le module de calcul volailles et de respecter la MTD 24.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Surveillance des émissions et des paramètres de procédé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, Surveillance des émissions et des paramètres de procédé
Prescription contrôlée : Article 42 : ... L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés. Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15 février 2017 : MTD 25. La MTD consiste à surveiller les émissions atmosphériques d'ammoniac par une des techniques suivantes, au moins à la fréquence indiquée : a- Technique : Estimation au moyen d'un bilan massique basé sur l'excrétion et sur l'azote (ou l'azote ammoniacal) total présent à chaque étape de la gestion des effluents d'élevage Fréquence : Une fois par an, pour chaque catégorie d'animaux Applicabilité : Applicable d'une manière générale
Constats : Absence des bilans réels simplifiés dans la déclaration GERE 2022 permettant de vérifier le calcul des valeurs spécifiques renseignées dans le module de calcul volailles et de respecter la MTD 25.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Émissions d'ammoniac provenant des bâtiments d'hébergement de volailles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, Émissions d'ammoniac provenant des bâtiments d'hébergement de volailles
Prescription contrôlée : Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15 février 2017 : Voir NEA MTD pour les émissions atmosphériques d'ammoniac par emplacement et par an correspondant au type de volaille élevé (tableaux 3.1 et 3.2)

Constats : Les valeurs d'émissions d'ammoniac par emplacement et par an renseignées dans le module de calcul volailles, respectent les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles pour les poulets de chair.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Implantation et distances

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2011, article 3-1
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : Les bâtiments d'élevage, les annexes et les ouvrages de stockages sont implantés conformément aux plans joints à la demande d'autorisation (annexe 1). Les bâtiments d'élevage fixes sont séparés les uns des autres par une distance d'au moins 10 mètres. L'intégration paysagère est favorisée par l'implantation de haies bocagères d'essences locales à l'ouest du bâtiment à créer, dans l'année qui suit la mise en service du poulailler. Toute transformation de l'état des lieux, toute modification de l'installation et de son mode d'utilisation doivent être portées à la connaissance de la préfecture avant leur réalisation.
Constats : L'intégration paysagère prévue à l'ouest du bâtiment V3, n'a pas été réalisée suite à la mise en service du poulailler. Une réflexion de votre part doit être engagée pour prendre les dispositions appropriées permettant d'intégrer le bâtiment V3 dans le paysage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : Transformation des fumiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2011, article 3-8
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'ensemble des fumiers de volailles produit sur l'exploitation est transformé en compost ainsi qu'une partie de celui des bovins. L'unité de compostage est constituée d'un silo couloir en béton. Le compostage est réalisé par aération forcée. À la fin de la phase de compostage, le compost subit une phase de maturation.
Constats : La zone de compostage est constituée d'un silo couloir en béton en aération forcée permettant de traiter le fumier produit dans les 3 bâtiments en un seul lot. Une fois le procédé de compostage finalisé, le compost est transféré pour maturation dans 4 silos couloirs en béton prévus à cet effet. Chaque silo est alimenté par un lot complété avec du compost mûr sortant. Les composts sont ensuite transférés vers une zone de stockage avant commercialisation. Votre arrêté d'autorisation prévoyait le compostage de l'ensemble des fumiers de volailles et d'une partie des fumiers de bovins. Or à ce jour, seuls les fumiers de volailles produits sur l'installation sont transformés en compost, ce qui représente en moyenne 420 tonnes de compost produit par an.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Contrôle et suivi du procédé de compostage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2011, article 3-9
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : Le procédé de traitement doit respecter les étapes présentés dans le dossier technique déposé, ainsi que la réalisation de l'ensemble des enregistrements. La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes (exemple : mêmes matières premières, mêmes dosages, mêmes dates de fabrication ...). L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi sur lequel il reporte toutes informations utiles

<p>concernant la conduite de la fermentation et l'évolution biologique du compostage et en particulier, les mesures des températures, le rapport C/N (carbone/azote), l'humidité, les périodes d'aération et des arrosages éventuels des andains. Les mesures de températures sont réalisées à une fréquence au moins hebdomadaire. La durée du compostage doit être indiquée sur chaque lot.</p> <p>Ces documents de suivi doivent être archivés et tenus à disposition de l'inspection des installations classées pendant une période minimum de 10 ans.</p> <p>Les anomalies de procédé doivent être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le jour du contrôle, l'exploitant a justifié le respect du couple temps-température par la présentation des courbes de température, conformes au process de fabrication. - Depuis le dernier contrôle réalisé le 28/03/2018, qui mentionnait l'absence d'un registre de compostage, aucun registre n'a été mis en place. Je vous rappelle qu'un registre de compostage reprenant l'ensemble des informations utiles concernant la conduite de la fermentation et l'évolution biologique du compostage doit être mis en place et tenu à jour. Ces documents sont à conserver 10 ans.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 18 : Utilisation du compost

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2011, article 3-10</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Dossier</p>
<p>Prescription contrôlée : Pour utiliser ou mettre sur le marché, même à titre gratuit, le compost produit, l'exploitant doit se conformer aux dispositions des articles L.255-1 à L.255-11 du Code rural relatifs à la mise sur le marché des matières fertilisantes et supports de culture.</p> <p>Les justificatifs nécessaires sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôles chargées des articles L.255-1 à L.255-11 du Code rural.</p> <p>A défaut de disposer d'une homologation, d'une autorisation provisoire de vente, d'une autorisation de distribution pour expérimentation, ou d'avoir un compost ou une matière conforme à une norme obligatoire, l'exploitant doit respecter les dispositions en matière d'épandage décrites au 15°.</p>
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La dernière analyse qui a été réalisée en 2019, est la seule analyse effectuée au titre des années 2019/2020/2021/2022/2023 et uniquement sur les critères agronomiques. Je vous rappelle qu'au titre de la norme NFU 44-051, vous devez réaliser au minimum 3 analyses par an sur les critères agronomiques et 2 analyses par an pour les éléments traces métalliques et les critères microbiologiques. Les indicateurs de traitement de compostage sont à vérifier 1 fois / an (E. Coli et Entérocoques). Les éléments à rechercher sont définis dans la norme NFU 44-051. - Au vu des résultats d'analyse présentés le jour du contrôle, le compost produit rentre uniquement dans la norme de commercialisation de type NFU 44-051 au niveau des critères agronomiques. Les analyses montrent un taux d'azote de 2,32 %, de P₂O₅ de 0,81 %, de K₂O de 2,3 %, un C/N de 8,4 et un taux de MS de 45,9 %. - De plus, vous ne respectez pas les normes de marquage obligatoires définies par la norme NFU 44-051 et validées dans votre arrêté préfectoral d'autorisation du 30/09/2011.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 19 : Gestion des flux et auto-contrôles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2011, article 3-11</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Dossier</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin d'assurer une traçabilité du produit transformé, l'exploitant tient un registre comportant <i>a minima</i> les informations suivantes pour les produits commercialisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> x date de départ du site

<ul style="list-style-type: none"> x nom, adresse et coordonnées du destinataire x nom du transporteur x quantité en tonnes ou/et en m³ x analyses réalisées.
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le jour du contrôle, l'exploitant a justifié l'exportation des composts par la présentation des bons de livraison. Je vous rappelle que les bons de livraison doivent comporter <i>a minima</i> les informations suivantes : la date de départ du site, les noms, adresses et coordonnées de l'expéditeur et du destinataire, le nom du transporteur et la quantité. - Au titre de l'année 2019, 253,2 tonnes de compost ont été commercialisées, 59,48 tonnes en 2020, 503,36 tonnes en 2021 et 82,76 tonnes en 2022. - Le produit sortant de l'unité de compostage ne répondant pas complètement à la norme NFU 44-051 (analyse partielle), il demeure un effluent d'élevage devant être épandu sur les surfaces autorisées ou destinées à une unité de traitement. - Il est à noter qu'environ 100 tonnes par an sont valorisées sur le parcellaire d'épandage du GAEC GALEPIN. En l'état actuel, cette pratique est interdite sur les parcelles absentes de l'arrêté d'autorisation. Dans ce sens, je vous rappelle votre obligation de réaliser des bons de livraison pour pouvoir justifier l'exportation de ces effluents.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 20 : Réalisation de la déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69
Thème(s) : Élevage, Dossier
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : L'incident survenu sur votre installation (auto-combustion lot de compost en maturation) n'a pas fait l'objet d'une déclaration auprès de nos services malgré le courriel de rappel envoyé le 29/09/2023 (déclaration accident EARL AVI-BIZ à TORFOU (SÈVREMOINE)). Je vous rappelle qu'en cas d'accidents ou d'incidents survenus sur votre installation, vous êtes tenus de les déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois